

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 28 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCL Logistics (ex. ESL)

Rue Denis Papin
ZI DE MITRY COMPANS
77290 Mitry-Mory

Références : E/23 - 1063

Code AIOT : 0006501752

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement SCL Logistics (ex. ESL) implanté 4, rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCL Logistics (ex. ESL)
- 4, rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501752
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt couvert classé sous la rubrique n°1510 de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action 100m SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
2	Pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10	/	Sans objet
3	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par courriel du 06/04/2023, l'exploitant a transmis des éléments permettant de répondre aux différents points relevés pendant la visite d'inspection.

Par arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/057 du 08 juillet 2019 l'exploitant a été mise en demeure d'évacuer une partie du stockage de manière à diminuer le volume exploité pour revenir sous le seuil déclaré de 49 610 m³.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant stockait des produits dans les cellules situées au centre et au sud du bâtiment et que la cellule mitoyenne des bureaux (zone préparation) était vide.

L'exploitant a fourni un état des stocks indiquant que la quantité de matières combustibles présente dans l'établissement est inférieure à 500 t et donc au seuil de classement ICPE.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de lever la mise en demeure prise à l'encontre de la société SCL.

Cependant, en l'absence d'une déclaration de cessation d'activité 1510, il est rappelé que l'exploitant doit tenir un état des stocks et s'assurer de bien rester en permanence conforme à l'activité qu'il a déclarée et à respecter les prescriptions générales applicables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] « II. Dispositions applicables aux installations à déclaration : - « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. - « L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. - « Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks listant toutes les références unitaires présentes dans l'entrepôt. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de fournir un état des stocks classé par rubrique ICPE. Par courriel du 06/04/2023, l'exploitant a transmis cet état des stocks indiquant une masse totale de produits stockés de 434 tonnes dont 184 tonnes de matières combustibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pendant la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un fût en plastique de produit dangereux pour l'environnement déposé sur une palette cassée et donc bancale.</p> <p>Par courriel du 06/04/2023, l'exploitant a transmis une photo du produit stocké sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Issues de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, la porte de l'issue de secours située sur la façade Est du bâtiment dans la cellule située au centre de celui-ci était condamnée avec une barre de fer, car selon l'exploitant celle-ci était hors d'usage et ne se fermait plus. Par courriel du 06/04/2023, l'exploitant a transmis une photo de la porte de secours de nouveau fonctionnelle. L'exploitant doit également veiller à ne pas encombrer les allées afin de permettre une évacuation rapide en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet